



BANQUE DU CANADA

**Déclaration préliminaire de
M. Gordon Thiessen
gouverneur de la Banque du Canada
devant le Comité permanent des finances
de la Chambre des communes
le mardi 17 novembre 1998**

Monsieur le Président,

Nous sommes heureux, mes collègues et moi, de l'occasion qui nous est offerte de nous présenter devant votre comité après la publication de chaque livraison du *Rapport sur la politique monétaire*. Comme vous le savez, nous avons fait paraître hier notre dernier rapport. Celui-ci traite d'un large éventail de questions d'ordre économique et monétaire et nous donne la possibilité de rendre compte des mesures que nous prenons et des résultats obtenus.

Permettez-moi d'abord de souligner que l'objectif de la politique monétaire est de contribuer à instaurer et à maintenir au pays un climat monétaire propice à une amélioration durable de la tenue de l'économie. Et la meilleure façon pour la politique monétaire d'apporter cette contribution est de faire en sorte que l'inflation se maintienne à un niveau bas et stable. Comme le précisent les cibles de maîtrise de l'inflation arrêtées conjointement par la Banque du Canada et le gouvernement, notre objectif est de maintenir l'inflation à l'intérieur d'une fourchette de 1 à 3 %.

Dans la livraison de mai du *Rapport*, nous avons insisté sur l'incertitude qui assombrissait les perspectives économiques à l'échelle mondiale. Depuis, l'incertitude s'est encore intensifiée. Si l'Asie a retrouvé un calme relatif, l'instabilité s'est propagée à d'autres régions durant l'été, en réaction à de nouveaux signes témoignant de l'incapacité du Japon à régler ses problèmes et à la décision de la Russie d'imposer un moratoire sur sa dette. Un grand nombre d'économies émergentes ont été confrontées à des fuites massives de capitaux et à l'accroissement marqué des écarts de taux d'intérêt, les investisseurs s'étant mis en quête d'un abri sûr pour leurs placements. De façon plus générale, l'écart

entre les rendements des obligations du secteur privé et ceux des obligations d'État s'est aussi élargi, et la liquidité des marchés a diminué.

Durant toute la période, la conduite de la politique monétaire a été influencée par ces facteurs externes. La situation difficile en Asie et en Russie a contribué à une baisse marquée des cours des produits de base que nous exportons. Les problèmes que cela a occasionnés dans notre secteur primaire sont à l'origine des pressions persistantes à la baisse qui se sont exercées sur le dollar canadien pendant l'été. En août, les marchés financiers sont devenus extrêmement nerveux et incertains. Le dollar canadien a fait l'objet d'intenses pressions à la baisse, et nos taux d'intérêt à moyen et à long terme se sont mis à grimper fortement. Afin de prévenir une perte éventuelle de confiance dans notre monnaie, la Banque du Canada a relevé le taux officiel d'escompte d'un point de pourcentage. Par la suite, le dollar canadien s'est stabilisé et les taux d'intérêt à moyen et à long terme se sont repliés.

En réaction à l'inquiétude et au manque de liquidité observés sur les marchés financiers d'août à octobre et devant certains signes d'un étranglement possible du crédit, la Réserve fédérale aux États-Unis a abaissé son taux cible à deux reprises, pour un total de 50 points de base. En raison de l'importance que revêt l'économie américaine pour le Canada et étant donné que notre taux d'inflation se maintient à de bas niveaux, la Banque du Canada a emboîté le pas à la Réserve fédérale et a elle aussi réduit le taux officiel d'escompte de 50 points de base au total. Depuis, la volatilité a diminué sur les marchés financiers internationaux.

Par ailleurs, les perturbations économiques et financières survenues sur la scène internationale ont donné lieu à des révisions à la baisse des estimations relatives à la croissance économique mondiale pour 1998 et 1999. Néanmoins, l'activité économique dans les grands pays industriels, en particulier aux États-Unis et en Europe, devrait être assez soutenue d'ici la fin de 1999.

La Banque prévoit que l'expansion de l'économie canadienne se poursuivra au cours de la prochaine année compte tenu de la progression continue de la demande intérieure attendue aux États-Unis et de la présence de conditions monétaires expansionnistes au Canada. Toutefois, les turbulences qui ont agité l'économie mondiale ont accru l'incertitude qui entoure normalement les perspectives économiques.

La stabilité financière est capitale pour le maintien de la confiance des ménages et des entreprises. Par conséquent, le rythme auquel les capacités inutilisées dans l'économie canadienne seront absorbées par la croissance de la demande

durant la prochaine année sera fonction de la rapidité avec laquelle les marchés financiers au pays et à l'étranger se stabiliseront. À court terme, la Banque s'attachera donc tout particulièrement à préserver la confiance des investisseurs à l'endroit des marchés financiers canadiens. Je me réjouis d'ailleurs de la plus grande stabilité que les marchés financiers ont affichée au cours des dernières semaines.

Je tiens à réaffirmer que l'objectif fondamental de la politique monétaire à moyen terme demeure le maintien de l'inflation à l'intérieur de la fourchette de 1 à 3 % visée par la Banque. Tout porte à croire que l'inflation restera dans la moitié inférieure de la fourchette cible au cours de la prochaine année.

En conclusion, j'aimerais insister sur le fait que la conjoncture internationale demeure incertaine et que cela aura un effet sur le Canada. Cependant, nous résistons mieux cette fois-ci aux difficultés engendrées par l'évolution de l'économie mondiale que nous l'avons fait par le passé. Cela tient, selon moi, aux progrès que nous avons réalisés au cours des dernières années : nous avons assaini nos finances publiques, notre taux d'inflation se situe à un bas niveau et est plus stable et la restructuration entreprise par le secteur privé a permis à celui-ci d'accroître sa productivité ainsi que sa compétitivité à l'échelle internationale.